

Ce que l'on ne vous dit pas sur les OGM

Bulletin d'information n°9 – Juin - Juillet 2007

Sommaire :

- Si tu ne viens pas à Lagarde.. p 2-3
- Propagande pro-OGM.. p 4
- Vous avez aimé les OGM? Vous aurez les nanos..p 5
- Manipulation au sujet du MON 810.. p 6
- Requiem pour les abeilles .. p 7
- OGM en Espagne: un désastre! .. p 8-10
- Mort de la bio... ou mort de la démocratie? .. p 11

L'empereur est nu et le spectacle n'est pas ragoûtant. Mais personne, ou presque, pour le lui signifier. Et 20% des français, le voyant toujours habillé, lui ont donné les moyens de régner.

Face aux malheurs qui vont découler de cette cécité, face à toutes les mesures qui vont rendre encore plus pénible la lutte contre la destruction stupide de ce qui est vital, il est impossible de succomber à la désespérance ou à la peur.

Impossible, parce que nous devons à nos enfants de nous maintenir debout. Impossible, parce que c'est notre dignité qui est en jeu. Impossible, parce que si nous surmontons aujourd'hui le désespoir et la peur, alors rien ne pourra arrêter le changement que nous avons initié. Au-delà des apparences, nous avons déjà « gagné » car ce qui est au service de la vie ne peut pas échouer.

Ce bulletin est rédigé et diffusé par des citoyens soucieux de la survie des générations futures.

LES CHERCHEURS NE DESAPPROUVENT PAS LES FAUCHEURS !!

Selon une enquête récente parue dans Sciences et Société en mutation, CNRS-Editions, commentée dans un article du site du journal Libération du 9 juin 2007 par Sylvestre Huet, le bilan des réponses est surprenant: « L'attitude des chercheurs face à la destruction d'essais de plantes transgéniques en champ, l'une des actions les plus contestées, aux prolongations judiciaires spectaculaires, illustre parfaitement ce bilan. Contrairement à toute attente, cette action, illégale, est jugée « acceptable » par 40 % des Français en général, 44 % des Français diplômés du supérieur... et **43 % des chercheurs sondés** ! Il n'y aurait donc pas là de clivage d'opinion entre la communauté scientifique et la population. Pour trouver un « effet savoir » sur le jugement exprimé, il faut prendre en compte l'extrême spécialisation de la science. S'il semble logique que l'acceptation de ces destructions monte à 51 % dans les sciences humaines et sociales, elle se situe encore à 48 % en maths, physique et sciences de l'Univers. Elle ne descend à 38 % que pour le département « environnement et développement durable » et surtout à 28 % chez les biologistes. **67 % de ces derniers reconnaissent en revanche la légitimité d'une action légale et d'un boycott de produits alimentaires génétiquement modifiés.** (..)

« Une majorité de scientifiques (58 %) estime que l'intervention d'associations pour proposer de nouvelles recherches et développer une expertise citoyenne constitue « une expérience intéressante qui peut changer les relations de la science avec la société ». Seuls 13 % la rejettent comme une « illusion » . »

Source: www.liberation.fr

DESTRUCTION PLANIFIEE DE LA BIO

La décision scandaleuse d'autoriser un pourcentage d'OGM et de pesticides dans la bio a été prise le 11 juin 2007 par Me Lagarde, Ministre de l'Agriculture, contre la volonté explicite des français et du Parlement européen !!

Ce vote est l'illustration de la politique du **nouveau gouvernement français décidé à prendre toutes les décisions nuisibles aux français dès lors que celles-ci satisfont aux exigences des firmes et des financiers.** La bio indépendante gêne les firmes qui veulent pouvoir vendre leurs OGM et leurs pesticides...(voir p 11)

L'Espagne a détecté des OGM dans du maïs bio provenant du Sud Ouest de la France

La Confédération Paysanne vient d'être interpellée par des agriculteurs catalans sur l'impossible coexistence des filières de qualité avec les OGM et l'accroissement des sources de contamination. En effet, avec le développement des cultures OGM en Espagne, les agriculteurs bio espagnols sont dans l'impossibilité de produire leur propre maïs indemne d'OGM, ils se fournissent donc à l'extérieur. Il y a quinze jours, l'organisme de contrôle de la bio en Catalogne a constaté la présence d'OGM dans des farines de maïs bio provenant du Sud Ouest de la France. Des échantillons de ces maïs sont en cours d'analyse pour découvrir l'organisme génétiquement modifié incriminé, le taux de contamination. L'identité des fournisseurs responsables sera dévoilée à la suite des résultats de ces recherches.

Après l'apiculture, c'est aujourd'hui le développement de la filière maïs bio en Aquitaine, qui est directement menacé par la technologie OGM. La Confédération Paysanne d'Aquitaine considère que ces nouvelles contaminations remettent en cause l'activité de nombreux agriculteurs, et sont suffisamment sérieuses pour aboutir à l'arrêt immédiat de toute culture OGM en plein champ. L'urgence d'un moratoire s'impose.

Contacts : Christian Crouzet 06 20 09 96 86
Philippe Guichard : 05 47 99 00 05
Jean Pierre Leroy : 06 82 44 49 10

Alain Juppé, nouveau Ministre de l'Environnement n'avait pas encore savouré l'exercice de son nouveau pouvoir, commis l'imprudente promesse de tenir compte du verdict du Tribunal allemand interdisant le MON 810, que Christine Lagarde, nouvelle Ministre de l'Agriculture démentait formellement l'éventualité d'un moratoire français. Pourquoi une telle cacophonie ?

Le nouveau lobby pro-OGM soutenu par C. Lagarde

Christine Lagarde vient d'être investie de la fonction de **Ministre de l'Agriculture** dans le gouvernement Fillon. Connue pour sa brillante carrière dans les milieux d'affaires américains (Baker&Mc Kenzie), puis européens (ING Group), membre du CSIS (Center for Strategic&International Studies), un think tank, dans lequel elle défendait les intérêts US et a participé à la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique, cette avocate à la Cour d'Appel de Paris est devenue ministre déléguée au Commerce extérieure le 2 Juin 2005. Pour situer la ligne politique de C. Lagarde, il suffit de la citer : « *La lutte contre le chômage passe par la réforme du droit du travail* », qui « *constitue souvent un frein à l'embauche et à un certain nombre de décisions d'entreprendre* » (4 juin 2005).

En ce qui concerne l'agriculture, lors du 6^e sommet de l'OMC à Hong Kong, elle déclarait le 30 novembre 2005 dans son discours : « ...nous pouvons compter sur la passion des paysans qui sont à l'origine d'initiatives audacieuses. Je **pense notamment à l'initiative toute récente du Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture (MOMA), dont je me félicite.** »

On a déjà pu apprécier les conséquences de l'offensive des lobbies agroalimentaires des USA à travers la création d'une **instance internationale non élue et dotée d'un pouvoir exorbitant**, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cet instrument de dérégulation a été mis en place essentiellement par les grandes firmes agroalimentaires états-uniennes à seule fin de conquérir des marchés et d'imposer partout leur production, au détriment des économies et des agricultures locales. Des industriels français de l'agroalimentaire, échaudés par les cycles de négociations sans fin sans aucune concession des Etats-Unis, ont compris tout le parti qu'ils ne pourraient pas –comme ils l'avaient escompté– tirer de l'OMC. En toute discrétion, ils ont donc créé le **Mouvement pour une Organisation Mondiale de l'Agriculture (MOMA)** (voir <http://www.momagri.org>), déclaré officiellement le 8 décembre 2005. (voir aussi Bulletin N° 4) Quel est donc ce lobby qui ne dit pas son nom et tente de s'imposer de façon totalement anti-démocratique comme interlocuteur privilégié sur les questions agricoles et environnementales ?

Initié et présidé par **Pierre PAGESSE**, président du leader français des OGM, Limagrain (Biogemma, Meristem Therapeutics), le MOMA (initialement baptisé Nouvel Ordre Mondial de l'Agriculture !!), comprend des gens comme **Christian PÈES**, Président d'EURALIS, **Vice Président de Coop de France**, **Trésorier de l'AGPM** ; **Henri de Benoist**, Président d'UNIGRAINS, Président de l'AGPB (l'Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales), Président d'INTERCEREALES, Président d'AGRICEREALES, Président de la **Compagnie Financière du Nord-Est**, Président d'UNIFIPAR, Président du **Groupe Céréaliers de France**, Président du **Crédit Agricole du Nord-Est**, Président d'honneur d'ARVALIS, Président de la **section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture du Conseil Economique et Social (CES)**, Premier Vice-Président de la FNSEA, Représentant du CES à la **délégation française auprès de la FAO**, Président de l'Association Pluriagri, Maire de Bouconville-Vauclair ; **Bernard DELSUC**, Président de la **Fédération nationale de la production de semences de maïs et**



« **Le vrai bio sera OGM ou ne sera pas** » **Pierre PAGESSE**

Limagrain, leader européen des semences, 4^eme semencier mondial, a annoncé le 4 Avril 2006 le rattachement financier de sa branche semences (Limagrain Verneuil Holding comprenant Advanta, 55% de Biogemma, ses activités Ag Reliant Genetics –USA et KWS (Allemagne) avec Vilmorin Clause. <http://www.cooperation-agricole>. Suite aux actions de fauchage de ses parcelles OGM, Biogemma se réorganise en France après avoir annoncé son départ : <http://www.biogemma.com/fr>

ORAMA ou L'Union des Grandes Cultures- dirigée par Jérôme de Pelleport, est destinée à piloter la politique syndicale désormais commune de l'AGPM, l'AGPB et la FOP. **Son but avoué est de pratiquer une activité de lobbying au niveau des réseaux locaux et filières, auprès de la Commission Européenne et à l'OMC.** Le rapport d'orientation d'ORAMA est directement téléchargeable en format pdf sur : <http://www.prolea.com/index.php?id=6068>.

Coop de France regroupe dans une seule unité politique et de management les fédérations de coopératives qui représentent 3 500 entreprises, 13 000 CUMA, 400 000 sociétaires, et 65 milliards d'Euros de chiffre d'affaires. Coop de France est née de la transformation de la CFCA (Confédération française de la Coopération agricole). Sa naissance a été parrainée par Jean Pierre Raffarin, le 4 décembre 2003 aux Salons de l'Aveyron avec pour objectif : "La conquête de la valeur ajoutée est notre défi impératif" "http://www.coopdefrance.coop/sites/CFCA/actualites/communication_cfca/cfca_2003/

« **Le maïs OGM se développe à 100 kilomètres de chez moi en Espagne, et le Sud-Ouest va perdre un débouché de 1 million de tonnes de l'autre côté des Pyrénées.** »

Christian Pées

Euralis Semences consacre 13 % de son chiffre d'affaires à la recherche et compte 8 stations de recherche à travers l'Europe. Elle s'implique dans la génomique des plantes, via sa participation à Biogemma, la première entreprise européenne de biotechnologies végétales issue du monde agricole, et à Génoplante, un programme lancé en 1999 par la recherche publique et des sociétés privées.

Henri de Benoist

Lire la lettre adressée par la Coordination Rurale Syndicat le 8 Déc 2003 à Henri de Benoist l'**accusant de détournement de fonds** sur :

http://www.coordinationrurale.fr/CP_CR/cp_Coordination_rurale/CP_2003/lo2003_12_45.htm

Confirmation de ces pratiques dans le rapport de la Cour des Comptes 2002 sur <http://www.ccomptes.fr/Cour-des-comptes/publications/rapports/rp2002/chapitreVI.pdf>

La F.N.P.S.M.S. (Fédération Nationale de la Production des Semences de Maïs et de Sorgho) est une organisation interprofessionnelle dont la mission est d'organiser et de développer la production Française de semences de maïs et de sorgho en termes économique, technique et réglementaire, mais aussi d'assurer sa promotion dans l'Union Européenne voire dans certains pays tiers. En 2001, elle s'est rattachée à l'AGPM (Association Générale des Producteurs de Maïs) pour créer, le groupe **MAIZ'EUROP**. L'Association générale des producteurs de maïs, l'**A.G.P.M.**, reste le socle du nouveau groupe maïs. Elle représente et défend le maïs et les maïsiculteurs auprès des autorités françaises et communautaires, mais également auprès des décideurs et de la société civile. Les activités techniques de recherche et de développement conduites initialement par l'AGPM technique, ont été regroupées fin 2002 avec celles de l'**ITCF** pour créer un nouvel institut technique commun : **ARVALIS** institut du végétal. <http://www.agpm.com/maizeurope/index.php>

de sorgho (FNPSMS). **Membre du Comité Directeur de l'Unité Economique et Sociale Maiz'Europe**, aux côtés de Christian Pées (Euralis) ; **Pierre Fabre**, Président-directeur général des **Laboratoires Pierre Fabre**, entreprise nationale et multinationale implantée également aux USA. (www.pierre-fabre-medicament.com); **Luc GUYAU**, Président de l'**Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture (APCA)**, vice-président du **Conseil économique et social (CES)**, Président de la **Chambre d'Agriculture de la Vendée**; (Suite p 3)

Bernard Layre, Président des **Jeunes Agriculteurs** de Juin 2004 à Juin 2006 (JA) ; **Emmanuel Coste**, Président-directeur général de **Sica de Grillon**, Ingénieur et membre du CA d'**ISA-RA-Lyon** (Institut supérieur d'agriculture et d'agroalimentaire Rhône-Alpes), représentant **FNSEA/FNO** (Fédération Nationale Ovine) ; **Jacques Hubert**, Directeur général de **Coop de France** ; **Denis Manach**, Président de **Coopagri Bretagne**, Président de la holding **Socopa SA**, également président adjoint de la **Confédération des coopératives de l'Ouest (CCAOF)** ; **Gilbert Herpe**, Président d'**AGRIAL** ; **Pierre Mille**, Président de **NORIAP** ; **Michel Fosseprez**, Président d'**INVIVO**, Président de **110 Bourgogne**, Membre du **Groupe de la Coopération**, Vice-Président de la **Section des Relations extérieures du Conseil Economique et Social**.

René Carron, Président Directeur Général. du **Crédit Agricole SA** est également membre du **MOMA**, et dans la sphère politique on trouve : **Pascal Chaigneau**, Administrateur général du **Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS)** ; **Jacques Carles**, Associé gérant du cabinet **Carles Rheims**. (Le Groupe de prospective du Sénat a confié au cabinet Carles-Rheims la mission de concevoir et d'organiser ses différentes activités) ; **Jean Bizet**, Sénateur de la Manche, responsable de la mission parlementaire sur les **OGM** et co-auteur du rapport **RAPPORT D'INFORMATION 440 (97-98) - COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES, truffé d'inexactitudes** et de partis pris en faveur de l'industrie biotech, et qui a servi de référence aux députés pour se forger une opinion sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés en agriculture ; **François Leblond**, Président de la **Confédération française pour l'habitation, l'urbanisme, l'aménagement du territoire et l'environnement (CFHUAT)**, ancien Préfet de Région ; **Georges Fenech**, Député **UMP du Rhône**, (Monsieur « Tolérance Zéro ») ; **Jacques Godfrain**, Député maire **UMP de Millau**, ancien Ministre de la Coopération...

Une concentration de pouvoir des agroindustriels, alliée au tout puissant **Crédit Agricole**, à la **FNSEA**, aux **Chambres d'agriculture**, avec une entrée de plein pied dans le **Conseil Economique et Social** et le **CEDS** qui modèle les stratégies politiques, un cabinet de communication qui « gère » le **Sénat**, des députés **UMP** droite dure, et un pied dans l'aménagement du territoire : un lobby en bon et due forme. Pour faire quoi ? Promouvoir un « modèle agricole », celui tant prisé par **Pierre PAGESSE**, qui insiste sur « *la nécessité de promouvoir des ruptures techniques et soutenues, en particulier, l'utilisation judicieuse des plantes génétiquement modifiées.* »

Le dernier communiqué du **MOMA** sur son site: www.moma.org montre que sa pugnacité n'est pas à mettre en doute et qu'il progresse dangereusement. Une délégation du **MOMA**, emmenée par **Alain Catala** (vice président du **MOMA** et de **Limagrain**) et **Jacques Carles** (délégué général) s'est rendue à **Washington D.C.** du 10 au 14 **Avril 2007**, afin de « *prendre contact avec des think tanks, des responsables du monde agricole, des journalistes, des économistes et des staffers du Congrès, dans la perspective de tenir prochainement une conférence de presse présentant le MOMA à la communauté internationale.* » Un partenariat étroit **Europe/USA** se dessine : « *Lors de nos entretiens, il est apparu que l'idée de cette coopération internationale pourrait reposer sur une association entre les Etats-Unis et l'Europe pour la promouvoir* ».

Le **MOMA** affirme se situer « *dans la perspective d'une régulation destinée à améliorer le fonctionnement des marchés plutôt qu'à les encadrer. Cette régulation doit être comprise comme une régulation économique - stratégique par le pouvoir de l'information, et non par la réglementation juridique ou la contrainte* ». C'est-à-dire dans la perspective d'une économie néo-libérale et selon les procédés chers aux multinationales.

Emmanuel Coste: nommé par arrêté du ministre de l'Agriculture et de la pêche en date du 13 juillet 2006, pour trois ans : Membre du conseil de direction spécialisé « filières des ruminants et des équidés » de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions, Représentant du secteur coopératif agricole. <http://www.admi.net/jo/20060723/AGRP0601309A.html>

SICA de Grillon: (Rhône-Alpes) Le plus grand groupe d'abattage et de commercialisation de viande bovine français associé à des coopératives régionales d'éleveurs ovins, fournit aussi de l'agneau. Chiffre d'affaire : 83 M euros, est classé Firme privée internationale et multinationale sur (<http://goliath.ecnext.com/coms2/product-compint-0001177769-page.html>).

INVIVO: Le 4 décembre 2001, la fusion de l'Union des coopératives agricoles d'agrofournitures (**UNCAA**) et de l'Union nationale de coopératives agricoles de collecte céréalière (**SIGMA**) a donné naissance à **UNION InVivo**. Avec 311 coopératives sociétaires, **Union InVivo** est le premier groupe coopératif européen d'achats, de vente et de services dans l'univers agricole. **Union InVivo** regroupe des pôles d'activités diversifiés : Semences, Agrofournitures, Stockage, Marchés, Nutrition et santé Animales, Distribution. <http://www.invivo-group.com>

110 Bourgogne: Société coopérative agricole géante spécialisée dans le commerce des céréales, produits pour l'alimentation animale, et les **biocarburants**

Agrial: La **Cam** et **Agrial** ont annoncé en Juin 2006 la naissance de l'Union **Capig**, qui va mettre en commun les moyens logistiques et techniques des groupements porcs. Chiffre d'affaires annuel : 1,3 milliard d'euros. http://www.aveniragricole.net/site/index/index.php?page=information&ss_page=article&iid=1448

Noriap: Les Coopératives **Agro Picardie** et **Nor Agro** ont fusionné le 24 Mai 2006 pour former la coopérative **NORIAP** et devenir la 8ème coop française de céréales, 352 millions d'euros de CA. S'oriente vers le **diester** et la transformation de paille en électricité.

Coopagri: Chiffre d'affaires, 1,439 milliard d'euros en 2005

CEDS: Ce centre de géopolitique publie de nombreux articles et livres destinés à éclairer les lanternes politiques autour d'un axe défini comme suit dans un plaidoyer pour une Europe de la Recherche: « Le contrôle des technologies, qu'elles soient militaires, duales ou purement civiles, est l'un des enjeux essentiels **des affrontements** à venir. Pour être crédible et en mesure de peser sur les affaires du monde, « l'Europe puissance » doit se donner les moyens d'atteindre une maîtrise complète des technologies qui préserveront son indépendance économique, militaire et culturelle. »

Les instigateurs du **MOMA** ont parfaitement bien compris comment on prend le pouvoir aujourd'hui : **en maîtrisant la communication sur les enjeux qu'il importe de contrôler**. Pour que les politiques modifient la législation dans le sens souhaité, il importe de créer un bruit médiatique couvrant les voix dissonantes, et donc de créer ce bruit dans les lieux de pouvoir. Il importe peu que ce bruit soit composé de contre-vérités flagrantes: il suffit d'affirmer que les **OGM** sont la seule solution et qu'ils ont des résultats probants pour qu'ils finissent par apparaître ainsi. L'idée est donc de s'instituer comme interlocuteur unique sur les questions agricoles et de protection de l'environnement, afin de contrôler et orienter les messages qui devront circuler sur ces enjeux. Une « *délégation, qui sera cette fois emmenée par Pierre PAGESSE (président du MOMA) accompagné de plusieurs fondateurs, se rendra à nouveau à Washington D.C. du 21 au 28 Juin 2007. La conférence de presse du MOMA devrait se tenir au Carnegie Endowment for International Peace le 25 Juin après midi, et des partenariats avec certains think tanks devraient être noués à l'occasion de ce second voyage. Plusieurs économistes américains de grand renom sont susceptibles de devenir des correspondants du MOMA. Enfin, des entretiens sont prévus avec des élus qui, au Congrès, occupent des fonctions de responsables en matière de Commerce International et d'Agriculture.* »

Si cet espace institutionnel est laissé au **MOMA** sans contestation immédiate de sa légitimité, la voix des syndicats, organisations et institutions agricoles européennes qui défendent une autre conception de l'agriculture risque fort d'être étouffée comme furent étouffées les conceptions de l'échange et du commerce autres que celles promues par l'OMC. ■■■■■

Comment les OGM sont-ils promus? A coup de propagande mensongère. En voici une illustration avec le « maïs résistant à la sécheresse ».

Selon une étude du Centre Africain pour la Biosécurité du 1er mai 2007, « la tolérance à la sécheresse obtenue par transgénèse est au moins à 8 ou 10 ans d'une éventuelle commercialisation et implique un grand ensemble de gènes pour l'expression d'un trait aussi complexe que ce type de tolérance. » Cela n'empêche pas les puissants organes de Relations Publiques (RP) de l'industrie biotech et « la philanthropie stratégique telle que la Fondation Rockefeller » de se servir de ce genre d'arguments pour promouvoir l'acceptation des OGM. Une vaste entreprise de communication est donc en cours en Afrique pour introduire les OGM qui vont résister à la sécheresse et « sauver » ainsi le continent. En mars 2007, les autorités d'Afrique du Sud ont autorisé Monsanto à mener des essais au champ pour un maïs GM tolérant à la sécheresse. Ces essais sont destinés avant tout à signifier aux africains que tout cela est bien « réel » et que la technologie va pouvoir aux problèmes de sécheresse, qu'elle est là pour les « aider ». « Monsanto clame déjà partout que cette technologie va assurer la sécurité et l'amélioration des rendements, réduire les coûts sur les terres irriguées et a même été jusqu'à affirmer que les essais conduits en 2006 ont montré un accroissement de 23,2% du rendement comparé à la production non-GM. » Il est vrai que le marché potentiel, les pays exposés à la sécheresse, est colossal : 4/10 de l'agriculture mondiale !

« Monsanto a donc produits plusieurs événements de maïs GM obtenus à partir d' Agrobacterium et du vecteur plasmidique PV-ZMAP595. La liste des éléments génétiques de la construction du PV-ZMAP595 inclut une séquence d'octopine bord gauche, une séquence de nopaline bord droit, un site Lox dérivé de Bactériophage P1, un gène de Phosphotransférase II de néomycine, un terminator Nos, un second site Lox et plusieurs autres éléments, dont la cassette du gène d'expression, qui sont classés « Confidential Business Information (CBI) » et ne sont donc pas compris dans l'information que nous avons reçue. Les informations sur les « conséquences probables (positives et négatives) de la dissémination d'un tel organisme, incluant les impacts sur la santé humaine, animale ou celle des plantes » sont aussi classées CBI. » Ceci a pour conséquence qu'il est impossible, en l'absence d'informations complètes sur la caractérisation de cet OGM, de savoir s'il contient des risques déjà observés avec d'autres OGM comme le soja Roundup Ready de Monsanto qui comporte des fragments de gènes, prétendus non-fonctionnels par la firme, mais qui se sont avérés transcrits pour produire de l'ARN lors des cultures. Il est donc impossible de prévenir les effets non-intentionnels qui ne peuvent être détectés en laboratoire. La présence de gènes de résistance aux antibiotiques est de plus inquiétante, sachant que les voies de transfert horizontal de gènes sont encore inconnues et que les antibiotiques (kanamycine, néomycine...) sont toujours utilisés en médecine. L'Autriche, le Luxembourg, la France, la Norvège et la Grande-Bretagne ont poussé l'UE à interdire les OGM incluant des gènes de résistance aux antibiotiques le 31 décembre 2004 (Directive 2001/18EC -Directive de révision 90/220/CEE).

Le codage pour la tolérance à la sécheresse est incroyablement complexe et inclut 60 gènes interagissant les uns avec les autres. Manipuler et transférer autant de gènes, qui peuvent répondre à toute une variété de conditions, sans produire de toxines et d'allergènes non désirés, relève du défi et en aucun cas ne peut survenir prochainement, 20 ans paraissant même encore trop ambitieux à certains généticiens. La résistance à la sécheresse est beaucoup plus complexe à traiter que la résistance à un insecte, les facteurs externes étant nombreux et par nature variables. Aussi, la propagande de Monsanto est-elle inquiétante à plus d'un titre. La perspective de produire des OGM permettant de conquérir un vaste marché exposé à la concurrence d'autres firmes mettant elles aussi au point ce type d'OGM, pourrait lui faire « oublier » le minimum d'études requises pour vérifier leurs impacts sur l'environnement et la santé. Il est d'autant regrettable que des scientifiques se fassent l'écho de ces prétendus « bienfaits » d'OGM qui ne sont encore au stade que d'hasardeux bricolages et qu'ils s'associent à l'avidité des firmes pour passer sous silence que « **Les méthodes de sélection et de culture traditionnelles ont permis aux paysans d'identifier très bien les plantes tolérantes à la sécheresse.** Il existe une abondante documentation sur les approches améliorant la qualité des récoltes en améliorant la qualité du sol, et il est démontré que celles-ci améliorent la rétention d'eau, généralement améliorent aussi la croissance, à un moindre coût. L'Institut Rodale (USA) a procédé à des comparaisons sur de longues durées entre les cultures biologiques et les cultures conventionnelles et a trouvé que pendant les années de sécheresse, les cultures bio produisaient un meilleur rendement parce que les sols travaillés en bio retiennent mieux l'eau. »

Article de référence: MONSANTO'S GENETICALLY MODIFIED DROUGHT TOLERANT MAIZE IN SOUTH AFRICA <http://www.gmwatch.org/archive2.asp?arcid=7969>

Communiqué de presse CRIIGEN – mai 2007

Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le Génie Génétique - www.criigen.org

Effets de l'herbicide Roundup sur des cellules embryonnaires humaines

L'équipe du Professeur Séralini (1) à l'Université de Caen vient de publier **les effets toxiques jusqu'alors inconnus du Roundup sur des cellules embryonnaires humaines.** Le Roundup est le principal herbicide utilisé au monde, y compris sur OGM alimentaires.

Les cellules embryonnaires sont issues d'une lignée cultivée au laboratoire qui ne nécessite pas de destruction d'embryon. L'équipe a voulu confirmer et approfondir la compréhension des effets déjà observés sur les cellules provenant de placenta, auxquelles elles ont été comparées, et sur lesquelles la même équipe avait publié en 2005.

Les cellules d'embryon sont bien plus sensibles. **Les actions délétères du Roundup sont relevées à partir de doses très faibles (le produit vendu en magasin est dilué jusqu'à 10.000 fois) et elles sont confirmées, en particulier au niveau de la perturbation des hormones sexuelles à des doses non toxiques, notamment avec des extraits de placenta frais. Ces doses correspondent aux doses discutées pour être autorisées dans certains OGM tolérants au Roundup aux Etats-Unis.**

Il est mis en évidence que **c'est le produit Roundup tel que vendu qui est beaucoup plus toxique que le produit qui est connu et homologué pour être son principe actif, le glyphosate.**

Les lacunes de la réglementation européenne sur l'étude des mélanges et des perturbateurs hormonaux sont soulignées.

Ces travaux pourront peut-être permettre de mieux comprendre les problèmes de fausses couches, de naissances prématurées, ou de malformations sexuelles chez les bébés, entre autres de couples d'agriculteurs.

L'article publié en ligne en avant-première (lien ci-dessous) sur le site de la revue « *Archives of Environmental Contamination and Toxicology* » dirigée par le Dr Doerge de la Food and

Drug Administration (FDA) aux USA, paraîtra dans le numéro de juillet 2007.

Ces travaux sont soutenus par la Fondation pour une Terre Humaine, la Fondation Denis Guichard, le CRIIGEN et le Conseil Régional de Basse-Normandie.

Contact : Pr Gilles-Eric Séralini, Biochimie, Institut de Biologie, Université de Caen, Esplanade de la Paix, 14032 Caen, France. Téléphone: 33(0)2-31-56-56-84. Fax: 33(0)2-31-56-53-20. Corinne Lepage Présidente du CRIIGEN. E-mail: criigen@unicaen.fr.

(1) *Time and Dose-Dependent Effects of Roundup on Human Embryonic and Placental Cells* by Nora Benachour, Herbert Sipahutar, Safa Moslemi, Céline Gasnier, Carine Travert, Gilles-Eric Séralini.

<http://www.springerlink.com/content/d13171q7k863l446/fulltext.html>

PRISON FERME POUR LES OPPOSANTS AUX OGM :

Notre silence les condamne,

Notre silence les emprisonnent !

Interpellons les élus et les médias !

C'est dans le Grist Magazine du 31 Mai 2007 que se trouve cette information renversante, sous la plume de Maywa Montenegro : « des chercheurs de l'Université du Nebraska à Lincoln ont conçu une nouvelle catégorie de cultures transgéniques. »

Extraits: « Les nouvelles plantes, incluant les végétaux à larges feuilles tels que le soja, les tomates, et le tabac, sont **dotées d'un gène bactériel qui les rend résistantes à un herbicide appelé le Dicamba**. » Pourquoi? Le Round-Up n'est-il pas suffisant? Il semblerait que le Round up, dont le principe actif est le glyphosate, ne marche plus aussi efficacement qu'autrefois: « 24 % des agriculteurs du Midwest Nord, et 29% du Midwest du Sud disent qu'ils ont dans leurs champs des mauvaises herbes résistantes au glyphosate (GR). Les agronomes en Argentine, au Brésil et en Australie rapportent que les mauvaises herbes GR surgissent aussi partout. Ce qui n'est guère surprenant vue la quantité de produits chimiques que nous avons déversé dans nos champs ces dernières décennies. En 1995, les agriculteurs US utilisaient 4,5 millions de kg de glyphosate; aujourd'hui, ils utilisent 10 fois cela. Et les cultures GM résistantes au glyphosate, plus connues sous le nom de « Roundup Ready », mises au point en 1986 par Monsanto, dominant maintenant le marché. Aujourd'hui, plus de 90% du soja et 60% du maïs sont résistants au glyphosate. » Nul doute donc que toutes les conditions ont été réunies à l'apparition de mauvaises herbes résistantes au glyphosate.

Pour alléger la pression sélective qui a été mise sur les mauvaises herbes, les chercheurs espèrent y parvenir en introduisant le Dicamba. « Si les agriculteurs peuvent effectuer des rotations entre des cultures résistantes au Dicamba (DR) et des cultures résistantes au glyphosate (GR), la probabilité d'un débordement par les mauvaises herbes devrait disparaître, affirment-ils. Les nouvelles plantes, par ailleurs, se distinguent par un mécanisme de sécurité intéressant qui devrait aider à conjurer les mauvaises herbes: le gène de résistance au Dicamba (issu d'une bactérie) vit seulement dans les chloroplastes (*site de la photosynthèse et de la production de dextrose dans les cellules- NdT*) de la plante. L'ADN du chloroplaste étant hérité seulement du côté maternel, ceci signifie que le gène GM ne peut pas se transmettre à travers le pollen mâle. C'est une sorte de verrouillage reproductif. Mais les chercheurs eux-mêmes ne paraissent pas persuadés que Mère Nature ne va pas bientôt surpasser en finesse même cette manœuvre rusée. Monsanto, qui a déposé une licence sur la technologie Dicamba, travaille dur à présent sur le *gene stacking*: combiner des gènes pour une résistance à des herbicides multiples dans une même plante. »

Selon Jerry Green, un chercheur de la Protection des Cultures de la firme Du Pont, « toute la technologie pour développer une résistance à un herbicide pour n'importe quelle plante est là, ce n'est pas un problème. » « Oui, la technologie est là mais le problème est: Devrions-nous, et comment, utiliser cette technologie? Notre histoire d'amour avec le glyphosate montre les premiers signes d'un hideux déchirement et, au lieu de changer (ou renverser) le cours des choses, nous forçons en avant avec plus de solutions chimiques, plus de couches de teinture génétique. La chose la plus perturbante est peut-être que lorsque le premier soja résistant au Dicamba entrera dans la production, dans 3 ou 7 ans selon Monsanto, personne probablement ne s'en apercevra. Sans un système puissant de normes d'étiquetage, les consommateurs ne sauront pas qu'il est entré dans le marché et les médias principaux ne couvriront pas le sujet. (..) »

<http://gristmill.grist.org/story/2007/5/31/105543/484>

Au moment où la décision sage et vitale pour le XXIe siècle de renoncer à utiliser des produits qui contaminent durablement les sols et les nappes phréatiques s'imposait à l'évidence, les firmes impriment la fuite en avant. Rien de surprenant de leur part. Mais la passivité des pays riches, qui ont les moyens de résister et laissent ces crimes de perpétrer est consternante.

Le gène qui neutralise le Dicamba ne serait donc pas présent dans le pollen? On voit d'ici l'argument pour prétendre que la contamination est impossible... **C'est en tout cas l'aveu implicite du danger de la dissémination des gènes pour les OGM actuellement cultivés qui ne possèdent pas cette caractéristique**. Si on cherche à l'éviter, c'est bien qu'elle pose problème. Par ailleurs, il paraît curieux qu'une modification du génome d'une plante épargne le pollen.

La réponse à cette question se trouve peut-être dans cet article d'Elsa Jirou du journal Le Monde du 01 juin 2007, « **Des nanoparticules pour agir au cœur des plantes** ». Il y est expliqué que des chercheurs de l'Iowa (USA) sont parvenus à bombarder les cellules végétales avec des nanotubes de silicates, vecteurs pour faire entrer des substances dans les cellules : « Lors de sa fabrication, la structure de silicate a été recouverte de triéthylène glycol, pour que la cellule soit "attirée par la particule et l'avale". Grâce à cette couche, les chercheurs ont pu "coller" sur la nanoparticule de grosses molécules, comme des molécules d'ADN, qui ne rentraient pas dans les nanotubes. "C'est un outil qui nous permet de mettre des produits non seulement dans les tubes, mais aussi sur la particule, confirme le Français de l'équipe, François Torney. Nous pouvons donc apporter plusieurs produits en même temps dans une même cellule." Dans un premier temps, les chercheurs ont utilisé cette structure sur des cellules végétales privées de leurs parois. Une technique utilisée dans la recherche fondamentale, mais qui ne permet pas d'application concrète. A l'aide d'un canon à hélium comprimé, les chercheurs ont ensuite "bombardé" des cellules végétales "entières" de ces nanoparticules. "Elles étaient trop légères pour atteindre les cellules et y entrer, explique François Torney. Nous avons alors mis de petites portes en or pour fermer les extrémités de chaque tube et augmenter le poids des particules." Avec cet attirail, les chercheurs ont réussi à pénétrer les parois des cellules végétales. Les portes en or permettent aussi de contrôler la diffusion des molécules contenues dans les tubes. "Nous avons créé un système de gonds qui ne s'ouvre qu'au contact de certains produits chimiques. Il suffit alors de mettre la plante en contact avec ce produit pour que les tubes libèrent leur contenu", précise le biologiste. Les applications possibles de ce nouvel outil sont multiples et enthousiasment les chercheurs. Ces nanoparticules pourraient notamment être utilisées pour vacciner les plantes : "On peut placer un antiviral dans les tubes, mais décider que leurs portes ne s'ouvriront que lorsque la plante sera attaquée par le virus." Les nanoparticules permettent aussi aux chercheurs de créer des organismes génétiquement modifiés (OGM) : elles peuvent implanter en même temps un gène et le produit chimique qui va l'activer, et décider du moment exact où ce produit va se diffuser. (..)

Un autre travail en cours à l'université de l'Iowa vise à mettre en place un système de ciblage de la nanoparticule à l'intérieur même de la cellule. Un tel procédé permettrait de déterminer l'endroit exact où devra se rendre la nanoparticule une fois entrée dans la cellule. La cellule végétale, contrairement à la cellule animale, possède plusieurs génomes. Or, seul le génome contenu dans le noyau participe à la fabrication du pollen. "Si l'expérience réussit, cela permettrait de cibler les gènes vers des génomes non nucléaires et de créer des plantes OGM dont le pollen ne serait pas transgénique." Et, ainsi, d'éviter que les plantes transgéniques n'essaient. » ...

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3244,36-917219@51-917327,0.html>

Et tout cela devrait aussi faciliter la fabrication de nouveaux "terminators clandestins", laissant à la semence reproduite par le paysan sa fertilité, mais lui supprimant le caractère d'intérêt issu de la transgénèse, une réinvention cent ans plus tard des hybrides qui "dégénèrent" lorsque le paysan en resème la récolte. ■■■■■

Paris (AP) 14 juin: *La Commission du génie biomoléculaire (CGB) a estimé, dans un avis rendu public jeudi, qu'il n'y avait pas "à ce jour d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation environnementale" du maïs MON810, maïs transgénique de l'Américain Monsanto, a annoncé dans un communiqué le ministre de l'Ecologie. Les ministres de l'Ecologie et de l'Agriculture, Alain Juppé et Christine Lagarde, ont pris "acte de l'avis rendu par la commission du génie biomoléculaire"...* Cette annonce de Juppé et Lagarde mérite quelques commentaires.

Dérive sémantique

Suite à la décision du gouvernement allemand de suspendre l'autorisation de vente de semences de maïs MON 810, décision appuyée sur de nombreux rapports scientifiques dont celui de Greenpeace « relatif à la teneur en protéine Bt du maïs MON810 », le ministre de l'écologie et la ministre de l'agriculture avait saisi la Commission du Génie Biomoléculaire (CGB) pour « *déterminer si ce rapport est de nature ou non à remettre en cause les conclusions émises précédemment sur le maïs MON810* » (extrait de l'avis rendu par la CGB le 14 juin 2007). La CGB répond seulement aux questions qu'on lui pose, pas aux sous-entendus. Dans son avis, la CGB constate que « *Le protocole fourni dans le rapport de Greenpeace n'est pas suffisamment détaillé pour juger la validité des mesures en vue d'une comparaison avec d'autres études.* » et conclut donc que « *les données scientifiques apportées par Greenpeace et par l'article de Nguyen et Jehle n'apportent pas d'éléments pertinents de nature à remettre en question l'évaluation environnementale de la culture du maïs MON810.* » La CGB a donc été saisie pour dire si ce rapport remettait en cause l'évaluation initiale : La CGB ne fait que dire que les imprécisions méthodologiques du protocole d'étude de Greenpeace—la façon dont les prélèvements ont été transportés au laboratoire d'analyse n'étant pas indiquée—rendent les résultats ininterprétables. Elle ne peut donc pas remettre en cause son avis initial à partir de cette seule étude. **En aucun cas la CGB ne dit que l'évaluation du MON 810 ne pourrait pas être remise en question si le protocole avait été différent ou sur la base d'autres études scientifiques.**

Selon la dépêche de Reuters du 14 juin, « Alain Juppé et sa collègue de l'Agriculture, Christine Lagarde, avaient demandé le 24 mai dernier à la Commission du génie biomoléculaire une « *nouvelle évaluation sanitaire sur ce maïs transgénique, autorisée depuis 1998 à la culture et à la vente en France.* » Là, **il s'agit d'un pur mensonge: il n'y a jamais eu de « demande de nouvelle évaluation sanitaire** ». (...) Et d'ajouter « *La culture de ce maïs ne sera pas suspendue en France, car il n'y a pas de danger, selon l'avis de la Commission du génie biomoléculaire* », **a-t-on dit mercredi à Reuters au ministère de l'Ecologie.** » **Faire croire au public que la demande d'avis a porté sur l'évaluation sanitaire puis conclure en disant que le MON 810 ne représente pas de dangers est un mensonge du ministère et relève purement et simplement de l'escroquerie ! La question du danger ou non du MON 810 n'a jamais été l'objet de la saisine de la CGB par Juppé et Lagarde. Nous voulons savoir QUI a dit cela! Car une déclaration si contraire à la vérité, sur un enjeu aussi vital, est passible de poursuites.**

Des protocoles

Le protocole de l'étude de Greenpeace serait suffisamment imprécis pour rendre inexploitable les données qu'elle fournit ? Selon le Dr Frédéric Jacquemart, lui-même membre de la Commission du Génie Biomoléculaire (CGB) et de la Fédération Nature et Environnement, « **l'insuffisance de l'article de Greenpeace n'est pas spécifique à Greenpeace. On la retrouve en effet dans tous les dossiers des pétitionnaires (Monsanto, Pioneer**

etc...) dans lesquels la méthodologie utilisée pour les prélèvements, transports et dosages est même encore moins précise que dans le cas cité. Il est par conséquent clair que la CGB, la même CGB qui se prononce aujourd'hui, n'a **jamais** soulevé ce point pour les dossiers, démontrant ainsi que **sa lecture des dossiers de demande d'autorisations n'a aucun caractère scientifique.** Ce point est incontestable, puisqu'il ne s'agit pas d'un avis extérieur à la CGB, mais bien d'un avis de la CGB elle-même. L'avis de la CGB sur l'étude Greenpeace, n'apporte rien de plus au débat sur le MON810 (et c'est bien la teneur de cet avis), mais il démontre le caractère non scientifique des avis de la CGB (pour quelque raison que ce soit). » <http://cogneras.canalblog.com>

A qui profite la manipulation?

Maurice Coudoin, l'apiculteur qui a assigné le transgéniculteur Claude Ménara en référé suite à une expérimentation avec ses ruches prouvant que les champs GM de Ménara contaminent les ruches alentours, avec d'autres agriculteurs, ont été reçus le 16 juin plus d'une heure trente par Mr Juppé. L'agence Reuters rapporte les propos du ministre: « **J'ai pris conscience en les écoutant qu'entre la pérennité de ces filières et la prolifération des cultures OGM il peut y avoir une contradiction et certains exemples étrangers montrent que cette contradiction peut être grave pour les filières de qualité** » (...) (II) a promis de "regarder si au niveau du règlement d'application (...) on ne peut pas faire en sorte que nous puissions en France continuer à produire des produits bio sans OGM". (...) A ses interlocuteurs qui lui demandaient l'instauration d'un moratoire "immédiat" sur les OGM en plein champ, le ministre les a invités à "ne pas confondre vitesse et précipitation". Il a prôné la poursuite des concertations. »

Mr Juppé n'aura pas l'occasion d'apprendre à se frotter au puissant lobby derrière Me Lagarde puisqu'il a du démissionner. Mais de toute évidence, la FNSEA et le Mouvement pour une Organisation Mondiale du Commerce (MOMA) (voir p2), ne sont certainement pas pour rien dans la décision de refuser le moratoire en même temps que dans la décision de Me Lagarde de signer en faveur d'un nouveau règlement autorisant la présence d'OGM et de pesticides dans les produits issus de l'agriculture biologique. Discrediter l'étude de Greenpeace et donner à croire que le MON 810, **de ce fait**, est sans dangers est une manœuvre tout à fait typique de ce lobby. **Tromper les français sur l'innocuité d'un produit qu'ils vont inévitablement consommer, à travers la filière de l'alimentation animale, n'est pas quelque chose devant lequel ce lobby recule** : cela fait une décennie qu'il pratique une entreprise de désinformation et de manipulation de l'opinion pour faire croire que les cultures OGM de plein champ sont sans dangers, en dépit de tous les avis scientifiques contraires.

La question aujourd'hui, maintenant que ce lobby dispose d'une collaboratrice dévouée au gouvernement en la personne de Me Lagarde, est de savoir comment porter à la connaissance des français cette collusion d'intérêts au plus haut niveau de l'Etat, **collusion qui s'exerce à leur détriment.** Désinformés, une majorité de français ont élu un président qui permet ce type de conflit d'intérêts et qui dispose d'une large majorité à l'assemblée. Le pouvoir de nuisance de ce lobby se trouve donc décuplé. **La voie institutionnelle pour barrer la route à sa détermination de nous imposer les OGM n'est donc plus praticable.** Les citoyens qui veulent néanmoins défendre leur droit légitime à ne pas être contaminés et à ne pas être contraints de consommer des OGM **vont devoir emprunter d'autres voies pour assurer leur protection et celle de leurs enfants.** Dépossédés d'une représentation intègre, c'est à eux de se manifester, et vite, car « qui ne dit mot consent ».

Jusqu'où ira la folie mortifère humaine? Jusqu'à l'extinction pure et simple des abeilles? Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre que ces insectes accomplissent le travail absolument vital de pollinisation d'une bonne partie des végétaux dont nous nous nourrissons, et que leur disparition entraînera la nôtre. Nul doute que l'hécatombe qui se poursuit (voir bulletin N°8) est directement liée aux produits utilisés en agriculture. Le Pr Joe Cummins, de l'Institut de la Science dans la Société (ISIS), de Londres, dans un communiqué de presse du 24 Avril 2007, constate que « le rapport du Comité sur l'état des pollinisateurs en Amérique du Nord, du Conseil National de Recherche US (USNRC), s'est focalisé sur l'impact des parasites, des champignons, des bactéries et des virus, mais a prêté bien peu d'attention à l'impact des pesticides et des cultures transgéniques qui peuvent avoir des effets mortels sur les abeilles, les désorienter, ou altérer leur résistance aux infections. Des réactions fortes à ce rapport sont parvenues sur le sujet. Mais **toute suggestion laissant entendre que les pesticides ou les cultures GM peuvent être la cause du déclin des abeilles soulève un tollé et engendre le déni.** » <http://www.i-sis.org.uk/requiemForTheHoneybee.php>

Les néonicotinoïdes en cause

Selon le Pr Joe Cummins, l'application massive d'une classe relativement nouvelle d'insecticides systémiques—les néonicotinoïdes—qui sont extrêmement toxiques pour les insectes, y compris les abeilles, à des taux de concentration très bas, serait le facteur au centre des divers recoupements permettant de comprendre la disparition massive des abeilles qui se poursuit actuellement. Ces insecticides sont très virulents lorsqu'ils sont utilisés en pulvérisation, mais bien davantage encore quand ils sont intégrés dans l'enrobage des semences GM et conventionnelles. L'enrobage des semences avec un pesticide systémique est utilisé pour protéger la graine au stade vulnérable de la germination. Les enrobages incluent des insecticides et des fongicides systémiques qui agissent souvent de façon synergique dans le contrôle des ravageurs au premier stade du développement des plantes.

« Les insecticides néonicotinoïdes comprennent l'imidaclopride, le thiaméthoxame, le clothianidine et d'autres. L'imidaclopride est utilisé extensivement dans l'enrobage des semences pour les cultures au champ et horticoles, et particulièrement pour le maïs, le tournesol, et le colza. L'imidaclopride a été détectée dans les sols, les tissus des plantes et le pollen à l'aide du HPLC couplé à un spectromètre de masse. Les niveaux d'insecticide découverts dans le pollen suggéraient des effets probablement délirants sur les abeilles. Pendant plusieurs années, depuis 2000, les apiculteurs français et italiens ont noté que l'imidaclopride est mortel pour les abeilles, et l'insecticide est suspecté d'être la cause du déclin des populations dans les ruches en affectant le sens de l'orientation des abeilles et leur capacité à retrouver la ruche.

Une équipe de scientifiques dirigée par L'Institut National d'Apiculture de Bologne en Italie, a trouvé que le pollen obtenu à partir de plantes dont les semences étaient enrobées avec l'imidaclo



-pride contient des niveaux significatifs de l'insecticide, et ont suggéré que le pollen pollué était une des causes principales de l'hécatombe dans les colonies d'abeilles. L'analyse du maïs et du tournesol issus de semences enrobées avec l'imidaclopride a indiqué que de grandes quantités d'insecticide sont transportées au retour vers les colonies d'abeilles. Des doses non létales d'imidaclopride dans une solution de sucrose ont affecté l'activité de forage des abeilles. Les abeilles nourries avec 500 ou 1000 parts par milliard (ppm) de l'insecticide dans une solution de sucrose ne sont pas retournées à la ruche et ont totalement disparu, tandis que les abeilles qui avaient ingéré une solution à 100 ppm ont eu un retard de 24h, comparées aux témoins. (..) Les chercheurs de la firme Bayer ont bien entendu affirmé que l'imidaclopride n'est pas dangereux pour les abeilles.

Et les OGM aussi

« Concernant les cultures GM telles que celle du maïs, du coton et du soja, il est clair que **toutes ces cultures GM, avec ou sans gène Bt, proviennent de semences dont la plupart sont enrobées avec des pesticides néonicotinoïdes hautement toxiques pour les abeilles.** Par exemple, le maïs Herculex doté de gènes Bt pour contrôler le vers de la racine, comme le maïs Yieldgard résistant au térébrant du maïs, est planté à partir d'une semence enrobée d'un

insecticide et d'un fongicide néocotinoïde. De plus, la culture GM nécessite la plantation de maïs non-GM autour de la parcelle, une zone « refuge » pour décourager le développement d'insectes résistants constituant environ 20% de la parcelle plantée. Mais le « refuge » subit des pulvérisations de pesticide néocotinoïde pour protéger son rendement, et il s'agit plus d'un camp de la mort pour les insectes. Le brevet US de Monsanto n° 6 660 690 pourvoit à l'enrobage des semences GM avec les pesticides chimiques. »

Joe Cummins rappelle que « la toxicologie des insecticides néocotinoïdes est bien connue », en particulier les effets de poison du système nerveux par inhibition des récepteurs de l'acétylcholine. Ce n'est donc pas un défaut de connaissance qui a induit l'absence de traitement de la question des néocotinoïdes par le Comité USNRC, mais bien le besoin de protéger non les abeilles, mais les intérêts des grandes firmes. Il conclut en disant que « nous avons besoin d'un comité totalement indépendant pour prendre en compte tous les facteurs qui peuvent contribuer au déclin des abeilles, incluant les pesticides, les cultures GM, et les dispositifs électroniques, avant que les abeilles ne parviennent à extinction »

<http://www.i-sis.org.uk/requiemForTheHoneybee.php>

Rien ne pourra donc mettre un terme à la décimation des abeilles sans la remise en question drastique de ces modes de culture totalement nocifs.

Aucune décision adaptée ne viendra des gouvernements des pays riches, tous clairement inféodés aujourd'hui à la logique des firmes.

La seule issue pour les abeilles, comme pour les humains, se trouve dans le pouvoir de chacun de refuser la destruction, en posant collectivement des actes forts et déterminés.

A l'initiative de la Plataforma Transgènics Fora (PTF), une rencontre s'est déroulée au CCBB de Barcelone (Centre Culturel) le 2 juin 2007 afin d'informer et faire le point sur la situation de la contamination OGM en Catalogne Sud. Une cinquantaine de personnes étaient présentes.

La situation catastrophique de la bio en Catalogne du Sud

Elle essaie de sourire à l'assemblée, sans y parvenir, tant l'émotion de ce qu'elle transmet à la cinquantaine de personnes réunies ce 2 juin 2007 à Barcelone est forte. Elle, c'est Ester Casas, agricultrice bio, qui raconte le cas de contamination d'un maïs traditionnelle bio certifié sans OGM par l'organisme catalan de la production agricole bio : une fois cultivé ce maïs s'est révélé contaminé à 5% par le Bt 176 selon les analyses d'un laboratoire privé reconnu par la C.E. Ensuite, Annaïs Sastre, écologiste de la PTF explique le cas d'Assumpta Codinachs, éleveuse du Pyrénées catalan : après avoir nourri ses animaux avec du maïs qu'elle croyait bio, il s'est avéré que celui-ci était contaminé. Elle constate que les filières ne sont plus sûres : beaucoup d'aliments composés destinés à l'alimentation animale viennent d'Italie, ce qui semblait présenter une garantie « sans OGM ». Mais il semble que des produits français (ou d'ailleurs) transitent par l'Italie. Il est impossible de savoir si la contamination est issue des cultures ou de mélanges lors du transport. Elle laisse tomber ce chiffre terrifiant: **60% des agriculteurs bio de Catalogne ont du renoncer à leur label et ont cessé leur activité suite à cette contamination. Sur 30 analyses sur des aliments bio issus de coopératives, 25 se sont avérés contaminés. En Catalogne, il existe 4 coopératives distribuant des produits bio : les 4 ont été contaminées et disqualifiées de la bio.**

Le CCPAE (Certification Catalane des Produits Agricoles Biologiques) est le seul organisme à rendre ses résultats publics. Le maïs entrant dans la composition de l'alimentation animale est contaminé à 42%. Les variétés d'OGM incriminées ne sont toutefois pas mentionnées.

C'est donc un sentiment d'abattement et d'impuissance qui frappe les agriculteurs bio catalans. **Ils envisagent de développer des réseaux de vente directe de proximité basés sur la confiance pour sortir de cette situation dans laquelle il n'est plus possible de faire confiance aux filières larges.**

La stratégie de la plateforme anti-OGM a ensuite été évoquée par Xavi Cipriano. La priorité à court terme est de protéger la bio en établissant une transparence entre les producteurs et les consommateurs (rôle du CCPAE). Ensuite de regarder ce qui se passe en Europe et de tenter de stopper l'extension des surfaces OGM. Pour cela il est prévu **une campagne visant à exiger l'arrêt des semis de semences déjà contaminées.** A plus long terme, il faudrait s'attaquer aux modes de production actuels, la défense de la production et la consommation bio et bloquer le Mon 810.

La question de la responsabilité a bien entendue été soulevée : avec les OGM personne n'est jamais responsable et ceci signifie que les préjudices sont entièrement portés par ceux qui ne veulent pas d'OGM, la plupart du temps sans recours possible faute de pouvoir déterminer l'origine de la contamination. On mesure ici toute **la violence des firmes et des transgénéralistes qui détruisent sans état d'âme l'activité de leurs pairs, profitant de l'impunité qui leur est conférée par les pouvoirs politiques.**

Atteinte à la biodiversité et à la ruralité

La contamination touche des variétés locales anciennes et donc très précieuses, dans l'indifférence totale des représentants politiques. Pourtant cette contamination donne lieu à une interdiction de replanter pendant deux ans, ce qui constitue un grave préjudice économique pour les agriculteurs et une menace évidente

pour la biodiversité. Elle touche aussi des zones classées « Parc Naturel »: **ce problème est très grave car il affecte des semences souches.** Selon la législation en vigueur, il est nécessaire de prouver que l'OGM a affecté une variété poussant dans le Parc. Mais si le Parc n'a pas d'intérêt sur la variété, il s'en moque et n'entreprend pas la démarche. **Le risque de voir disparaître totalement des variétés qui pourraient s'avérer indispensables dans l'avenir est donc ignoré.**

Avec 18 000 ha de cultures commerciales OGM en Catalogne, essentiellement sur des exploitations petites et moyennes (5 à 9 ha) et quelques grosses exploitations (60 ha), le risque n'est pas moindre et l'indifférence des pouvoirs publics, en conséquence, criminelle.

Anaïs Sastre a rappelé que **« l'exploitant qui décide d'adopter les OGM n'a rien à changer à son système d'exploitation, mais sa décision affecte pourtant la structure de toute la ruralité. »** **La poursuite aveugle d'un supposé intérêt individuel menace donc l'intérêt général.** Pourtant les rendements n'ont pas augmenté avec l'utilisation des OGM, mais les coopératives qui les vendent tiennent un tout autre discours. Discours auxquels beaucoup d'agriculteurs aux abois sont sensibles. Les cultures OGM de plein champ amènent donc la **disparition des agriculteurs** dans un contexte politique où il apparaît plus « rentable » de favoriser le tourisme de masse que les agriculteurs.

Un film en vidéo, réalisé par deux femmes, a été projeté : ce film est disponible sur demande à infoogm@moviments.net (5 euros pièce + port). La traduction en 4 langues, dont le français, est intégrée.

Répression du mouvement anti-OGM Catalan

Non content de livrer la biodiversité, l'avenir de la petite agriculture conventionnelle et bio, à la destruction inévitable engendrée par la prolifération irresponsable des OGM, le gouvernement de la Généralitat s'emploie à réprimer très sévèrement le mouvement d'opposition aux OGM en Catalogne. **Josep Pamiès** a ainsi détaillé les accusations dont il est l'objet et parlé plus généralement du problème des OGM. **Son seul « délit » est d'avoir pris un échantillon dans un champ de la firme Syngenta en 2003 et de l'avoir porté au siège de la Généralitat.** Pour cela il risque 4 ans de prison fermes et est accusé, sans fondement, d'avoir agressé un garde civil: une accusation mensongère portée un an plus tard afin de discréditer le mouvement d'opposition et tenter de le décourager! Horticulteur, il raconte qu'il a commencé à travailler à 16 ans et faisait partie du syndicat d'agriculteurs le plus puissant en Catalogne « Unio de Pagesos » (équivalent FNSEA). A cette époque il n'était pas sensibilisé aux problèmes de l'agriculture productiviste. Au fil du temps il s'est cependant rendu compte qu'il était plus et plus dépendant d'un système et il s'est converti à l'agriculture biologique. En participant à un colloque dans lequel se trouvait un scientifique russe, il a appris de celui-ci les conséquences sur les souris de l'alimentation transgénique. Il a alors rompu définitivement avec un système qu'il considère aujourd'hui comme destructeur.

Le gouvernement de Catalogne avait déjà tenté de dissuader l'opposition en 2006 en inculquant Albert Ferré, un des leaders de la Plataforma Transgènics Fora. Sa tentative a échoué et il semblerait qu'elle ait même renforcé la détermination de l'opposition aux OGM en Catalogne. Une question demeure pourtant: combien de personnes devront encore sacrifier leur temps et courir des risques sérieux, de part et d'autre de la frontière, pour que la gravité des conséquences des cultures OGM soit admise et que les populations –dont l'avenir est en jeu– exigent de leur gouvernement l'arrêt de cette destruction ? ■■■■■

Communiqué de la Plataforma Transgènics Fora, Mai 2007:

Un nouveau cas grave de contamination par les OGM

Un nouveau cas grave de contamination transgénique a été détecté en Catalogne. Le « Centre de Conservació de la Biodiversitat Cultivada de Manresa (ESPORUS) a récemment analysé 5 variétés de maïs données par différents agriculteurs, et une d'entre elles, la variété locale « Del Queixal » contrôlée et analysée sans traces d'OGM en 2005 par le CCPAE- Conseil Catalan de la Production Agricole Biologique (Consell Català per la Producció Agrària Ecològica) s'est avérée contaminée par le BT176 à un taux de 5,6% (possibilité d'erreur +/- 1,8%)(1) Cette contamination menace de prendre de l'ampleur vu que la semence a été semée sur l'exploitation bio Les Refardes, inscrite au CCPAE, et qu'elle a aussi été livrée à de nombreux agriculteurs dans les réunions et foires bio. La confiance qu'il s'agissait d'une semence bio, par conséquent sans traces d'OGM, rend cette contamination d'autant plus dramatique et contribue à son étendue. Cette contamination s'ajoute aux nombreux cas de contamination découverts en Catalogne, après 8 années de cultures de maïs BT(2). Notons que les analyses OGM ne sont pratiquées qu'en agriculture biologique, ce qui signifie que puisque le maïs OGM cultivé représente 40% du total des cultures de maïs, les chiffres probables de la contamination pourraient s'élever à des hauteurs alarmantes si des contrôles exhaustifs étaient pratiqués. Par ailleurs, bien que seule la variété de maïs MON 810 soit autorisée en Espagne, on a trouvé du maïs BT176 dans la variété locale analysée, une variété interdite dans l'U.E. depuis décembre 2005, parce qu'elle contient un gène marqueur de résistance aux antibiotiques. **Malheureusement, cette variété est encore semée en Espagne et en Catalogne sans aucun contrôle des différents gouvernements.**

Non aux semis du MON 810 dans nos champs !!

La variété de maïs MON810 est la seule variété commerciale OGM autorisée et cultivée dans l'U.E. Le MON810 breveté par Monsanto, a été autorisé en 1998 pour être cultivé dans U.E. Actuellement la culture de cette variété se trouve principalement en Espagne et plus récemment en France, mais les firmes biotechnologiques avec la collaboration de la Commission Européenne sont en train de développer une grande offensive législative et de propagande dans le but d'étendre la culture de cette variété et d'autres cultures OGM partout sur le territoire de l' U.E.(3) Cela a provoqué une réaction en chaîne du mouvement de résistance contre les OGM : L'Autriche et la Hongrie ont interdit dans leur état respectif la culture du MON810 et la plupart des organisations anti-ogm françaises ont lancé un appel pour un moratoire sur les cultures de maïs GM au printemps 2007. Les interdictions du MON810 déclarées de l'Autriche et de la Hongrie sont fondées sur les limites et insuffisances de l'évaluation des risques et dangers pour la santé humaine et l'environnement à long terme, par rapport aux exigences des normes européennes (4). Les demandes pour un moratoire sont fondées sur les investigations des scientifiques, Dr Puzstai et Traavick quant à l'insécurité des OGM (5), et sur les investigations de scientifiques françaises quant à l'impossibilité de la coexistence, ces dernières ayant été présentées au séminaire organisé par l'Institut National de la Recherche sur les OGM à Paris le 14/15 décembre 2006(6). Obtenir l'interdiction du MON810 signifierait en réalité obtenir l'interdiction de toute la culture commerciale OGM sur le territoire européen, dans un cadre dans lequel de nombreux pays et régions de l'U.E se sont eux-mêmes déclarés SANS OGM et se sont opposés à de nouvelles autorisations de cultures commerciales d'OGM.

L'impossible coexistence

Le cas de la contamination de la variété locale de maïs en Catalogne, théoriquement contrôlée par le CCPAE, démontre une nouvelle fois que la contamination transgénique est incontrôlable et que, par conséquence, la coexistence entre cultures ogm et cultures non ogm, c'est impossible. Nous savons à présent qu'il existe en Catalogne 15.000 ha de maïs ogm avec tout leur potentiel de contamination et ce sans aucun contrôle de la part du gouvernement de la Generalitat. Par conséquence nous exigeons l'interdiction de toutes les variétés du MON810. La violence des OGM sur l'environnement détruit la biodiversité génétique des végétaux et empêche le développement de la Directive 2001/18/CE sur la production et la consommation bio. Les OGM provoquent la disparition de cultivateurs de maïs bio qui se trouvent dans l'incapacité de se défendre de la

contamination génétique. L'extension des cultures OGM s'oppose au droit de choisir ce que nous voulons manger et nous impose des aliments de toute évidence potentiellement dangereux pour la santé humaine (7)

La « Generalitat de Catalunya » -et plus précisément le DAR (Département d'Agriculture et Elevage-) est l'instance politique directement responsable du fait que la Catalogne soit la deuxième région européenne avec le plus grand nombre d'hectares d'OGM, de l'inexistence de politiques de contrôle, du déni et de la dissimulation systématique du problème de la contamination par les OGM, et de vouloir nous imposer un Décret de coexistence pour remplir encore plus nos champs d'OGM.

En sus, la répression et la criminalisation du mouvement catalan contre les OGM sévit. Le 11 Juin prochain aura lieu le jugement contre Josep Pàmies, agriculteur de Balaguer (Lleida), accusé de désordres et d'agression envers l'autorité lors d'une occupation des locaux du gouvernement de Lleida en 2003 afin de protester contre l'existence de champs d'expérimentation OGM dans la province de Lleida. **Le procureur a demandé 4 ans de prison ferme et 50.000 euros d'amende pour dommage et désobéissance à l'autorité.** Pour cette raison, nous exigeons : **1) L'interdiction de la culture du maïs GM MON810 et l'ouverture d'un débat public autour des risques économiques, sociaux, environnementaux et pour la santé que font courir les OGM 2) La déclaration de la Catalogne en tant que Zone Sans OGM comme la seule garantie pour empêcher les contaminations transgéniques, protéger la biodiversité végétale et le droit de producteurs et consommateurs à une alimentation sans OGM. 3) L'annulation définitive du projet catalan de Décret de coexistence entre cultures GM et cultures non GM, parce que cela assurerait la généralisation de la contamination transgénique et directement la disparition de l'agriculture bio et paysanne. 4) L'arrêt de la criminalisation et de la poursuite judiciaire et politique de l'opposition catalane aux OGM et le retrait des accusations contre Josep Pàmies.**

Plataforma Transgènics Fora

Mai 2007

Assemblea Pagesa

Ecoconsum

L'Èra

Notes:

(1) les échantillons ont été analysés au laboratoire Sistemes Genòmics, S.L. de València, lequel suit le protocole de détection d'ogm accrédité par la Commission Européenne.

(2) Assemblea Pagesa (AP), Plataforma Transgènics Fora (PTF !) et Greenpeace (2006) « La coexistència impossible » Ed. par AP, PTF et Greenpeace. Disponible à www.greenpeace.org

(3) Document élaboré par le *Comite on Agricultural and Rural Development* on Biotechnology : « Prospects and Challenges for Agriculture in Europe » (6.11.2006) et la déclaration de la PTF « Denuncia de la nova ofensiva de la industria biotecnològica per inundar de transgènics el territori europeu » janvier 2007.

(4) Directive 90/220/CE.

(5) Jeffrey M. Smith, « Semillas Peligrosas » Ed. Contrapunto, Terapias Verdes, S.L., 2006 Barcelona

(6) Confédération Paysanne (2007) « L'impossible coexistence dans le cadre des paysages agricoles français appelle un moratoire sur les cultures de maïs GM avant les semis du printemps 2007 »

(7) Une récente étude des risques sur la santé réalisé par le CRII-GEN en France, Mars 2007, indique que chez des souris nourries avec du maïs ogm MON863 (famille du MON810) autorisé par l' U.E., on a trouvé des signes de toxicité hépatique et aux reins.



Un agriculteur bio de la région de Gérone brûle sa récolte (maïs) contaminée, sur fond de banderole « La coexistence est impossible »

APPEL A TEMOINS

Les apiculteurs, et cultivateurs de maïs se trouvent aujourd'hui dans une situation intolérable : l'augmentation de la présence de cultures de maïs génétiquement modifié MON 810, et la contamination avérée qui en découle, menacent leur activité. Les apiculteurs sont sommés, suite au jugement de Marmande du 24 mai 2005, **de veiller à ne pas disposer leurs ruches à proximité des champs OGM en même temps que le gouvernement a décidé de ne pas rendre publique la localisation exacte des parcelles semées avec des OGM!** La publication ne donnera en effet que les surfaces globales par canton. De plus il n'existe aucune obligation légale pour les transgéniculteurs, seulement une recommandation, d'informer leurs voisins de la nature GM de leurs cultures.

Pendant des mois les associations écologistes ont demandé un moratoire puis l'arrachage des parcelles semées, et des grèves de la faim ont même eu lieu partout en France. En vain. Le gouvernement vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de moratoire.

Devant un tel déni du droit élémentaire de chacun à ne pas être contaminé, devant la perversité des arguments destinés à défendre les intérêts d'une infime minorité au détriment de l'intérêt général, nous appelons tous les citoyens à se mobiliser et à :

- enquêter autour de chez eux pour découvrir les parcelles de maïs GM MON 810
- avertir le collectif anti-OGM le plus près de chez eux
- signaler ces parcelles, et exiger l'arrachage immédiat avec compensation pour leurs propriétaires, auprès des élus..

Pour tester le maïs, il suffit d'une manipulation très simple à l'aide d'un kit de détection. Ces kits peuvent être commandés à :
 - www.detectiveogm/greenpeace, qui propose des tests à 5.50€ pièces quel que soit le nombre plus le port payable à la commande (réduit, par exemple 100 test 552.11€ port compris), ou à :
 - société Biofords, contact: salima.berkani@biofords.com

Le sort des abeilles, des apiculteurs, et des agriculteurs bio et conventionnels DEPEND MAINTENANT DE LA SOLIDARITE des citoyens ! Collectif Anti OGM 66

Près de 600 personnes se sont rassemblées le dimanche 10 Juin 2007 à Lérida (Lleida) en Catalogne, en solidarité avec Josep Pàmies, pour demander son acquittement et l'exigence d'une Catalogne Sans OGM!!

La manifestation était organisée par l'Assemblea Pagesa et avait l'appui de la Plataforma Transgènics Fora (PTF) et d'autres organisations écologistes et citoyennes catalanes et espagnoles. Elle a commencé devant l'Université de Lleida, afin de dénoncer la collaboration active de celle-ci avec la recherche en biotechnologies : les citoyens voulaient par là exprimer qu'ils déplorent que l'Université dépense les fonds publics et privés à cette fin au lieu de faire de la recherche en agriculture biologique. Elle s'est terminée devant le siège du gouvernement de Lleida, là même où des manifestants anti-OGM, dont Josep Pàmies, étaient venus en 2003 déposer symboliquement des échantillons d'épis de maïs transgénique en provenance d'un champ d'essai de la firme Syngenta. Josep Pàmies, ému a remercié toutes les personnes présentes pour leur assistance et leur solidarité.

Le lendemain, 11 juin, près de 100 personnes de différentes organisations (dont la Confédération Paysanne) et des proches se sont rassemblées devant le Palais de Justice de Lleida pour apporter tout leur soutien à Josep Pàmies, en présence d'un dispositif policier important. Le juge a autorisé la présence de 10 personnes seulement dans la salle d'audience. Les autres personnes sont restées hors du Palais de Justice pour attendre la sortie de Josep Pàmies. Pendant l'audience, le « guardia civil » a réitéré son accusation et redit que Pàmies l'avait frappé pour entrer dans le siège du gouvernement avec d'autres militants. Selon lui, les coups portés lui auraient provoqué une lésion à la main l'empêchant désormais d'utiliser son arme et compromettant ainsi sa carrière. Pàmies a nié cette agression et expliqué que cette entrée dans le siège n'avait pas été le résultat de l'usage de la force mais de l'habileté à s'infiltrer en profitant d'un moment d'inattention du « guardia civil ». Son avocat a réfuté le rapport entre la lésion et les faits, indiquant que le « guardia civil » avait déjà une lésion dans la même main avant les faits et que l'accusation a été portée un an après les faits. Il a demandé l'acquittement de son client et considère que la résolution du juge lui sera favorable.

Informations de la Plataforma Transgènics Fora- 12 Juin 2007

LES CRIMINELS ONT PIGNON SUR RUE

Selon une étude française publiée dans la revue *Occupational and Environmental Medicine* le 5 juin 2007, l'exposition prolongée aux pesticides induit statistiquement deux fois plus de risques de développer une tumeur au cerveau. Menée sur plus de 500 patients, cette étude corrobore les conclusions d'autres études déjà publiées faisant état des risques de gliomes, sarcomes, cancers de la prostate, ainsi que de pathologies neuro-dégénératives, hémopathies et troubles de la reproduction, inhérents à l'exposition aux pesticides. **Le manque de résultats scientifiques concernant d'éventuels dangers liés à l'ingestion de pesticides dans l'alimentation**, pointé par Isabelle Baldi, maître de conférence à l'université Bordeaux 2 et l'un des auteurs principaux de cette nouvelle enquête épidémiologique, en dit long sur le pouvoir des promoteurs de ces toxiques et sur la complaisance des responsables politiques à leur égard. Les firmes qui produisent les pesticides et les OGM (ce sont les mêmes) sont même autorisées à diffuser d'infâmes publicités à la TV et dans la presse vantant les mérites de leurs produits hautement toxiques pour la santé. Pas de prison pour les cols blancs ?

Les vautours se rassemblent déjà au dessus de la bio agonisante après le coup qui vient de lui être porté ce mardi 12 juin. Malgré les assurances données par le gouvernement aux associations écologistes, celui-ci vient, par l'entremise du bourreau Christine Lagarde, ministre de l'Agriculture, de voter OUI à un texte de réglementation de l'agriculture bio totalement scandaleux.

Ce texte avait été proposé par la Commission Européenne, toujours pressée de satisfaire aux exigences des firmes de l'industrie chimique et biotechnologique. **Il propose tout simplement d'autoriser la contamination des produits biologiques par les OGM (à hauteur de 0,9%) et par les pesticides.**

La Commission Européenne est un organe de décision non élu mais qui dispose du pouvoir d'imposer ses vues au Parlement Européen qui, lui, est pourtant directement élu par les citoyens. Le Parlement a voté **contre** la proposition de la Commission. Mais les Ministres, représentant les états-membres, ont voté majoritairement POUR. Ceci signifie que **notre droit légitime à une alimentation saine, exempte d'OGM ou de pesticides vient d'être balayé par une poignée de technocrates** à la solde des multinationales. Cela signifie aussi que **la duplicité du gouvernement français actuel**, lequel s'était engagé « à ne pas prendre de décisions contraire » aux requêtes des associations écologistes « d'ici les prochaines discussions et la convocation du Grenelle de l'Environnement » est sans bornes. Mentir, leurrer, abuser, pour faire ce qu'il a décidé seul est donc bien le fonctionnement qu'il entend instituer en lieu et place de la démocratie. Les Grenelle de l'Environnement et autres messes médiatiques ne devant servir qu'à faire illusion et masquer l'implacable application d'une politique entièrement au service de l'industrie et de la finance.

Sous couvert d'impératifs économiques absolument démentis par les faits— les OGM ne sont pas un atout économique pour l'Europe, loin s'en faut, mais constitue plutôt la voie la plus sûre pour son asservissement aux puissantes firmes semencières US— le gouvernement français engage notre pays dans l'ultime étape de destruction de sa petite agriculture, de ses paysans et donc de sa culture propre. Car autoriser la présence d'OGM et de pesticides dans la bio, c'est à coup sûr ruiner la confiance des consommateurs pour cette filière et les filières de qualité vers laquelle ils se tournent précisément pour ne pas consommer ces toxiques. C'est également ruiner l'avenir des producteurs les plus vulnérables, les plus petits. C'est donc accélérer la désertification des campagnes et conduire tout droit le pays vers une uniformité culturelle issue des cités. Or, les cités produisent aujourd'hui plus et plus de chaos et de violence et, sans la contrepartie de zones rurales vivantes, cette violence s'étendra tel un cancer. Ce ne sont certainement pas les monocultures industrielles détenues par quelques rares agro-industriels occupés à gérer leur business, employant des salariés sous payés, qui contribuent à maintenir le tissu rural vivant. Ces mercenaires de la production ont depuis longtemps rompu avec la culture rurale. Mais ce sont eux qui, par cette décision, prennent aujourd'hui le pouvoir de transformer nos zones rurales, nos paysages, notre culture, en les réduisant à l'aune des « besoins » de l'industrie.

Le coup qui vient d'être porté n'est donc pas seulement un coup porté à la bio, mais un coup bas à la démocratie, à l'âme de notre pays, à notre liberté.

Mort de la bio?

Mais que les vautours ne se réjouissent pas trop vite. Le coup est certes violent. Mais la bio est beaucoup plus que ses produits et ses filières établies. Derrière ces produits et ces filières, il y a des femmes et des hommes habitués à se battre, ne serait-ce que parce que depuis 40 ans tous les acquis de la bio ont été conquis à

la force du poignée et de la conviction. Leur préoccupation aujourd'hui n'est pas le vol des charognards qui tournoient, mais de trouver comment continuer à produire de façon intègre —sans OGM ni pesticide— selon leur conviction, et approvisionner tous ceux qui comprennent l'importance pour la planète de l'agriculture bio et la soutiennent en achetant bio. Aujourd'hui, ils comprennent que leur activité devra s'exclure des filières bio instituées puisque celles-ci seront soumises au nouveau règlement. C'est donc vers l'émergence d'une « nouvelle » bio que l'on s'achemine et, loin d'être une perspective terrifiante, cela constitue peut-être même une chance pour la « vraie bio » de se structurer d'une manière entièrement nouvelle, et de promouvoir ainsi un fonctionnement économique entièrement différent.

Ceux qui croient en avoir fini avec les bio irréductibles pourraient bien avoir des surprises : les français n'ont pas choisi de s'intoxiquer davantage. Cette décision prise loin des feux des médias, sera directement perçue comme une agression lorsque les consommateurs réaliseront sa portée. Elle pourrait générer un effet inattendu. Bien entendu, tout sera fait pour l'occulter au maximum, **c'est donc à chacun de faire en sorte d'informer le plus de monde possible.** Non pas pour discréditer la bio, mais **pour s'associer avec les producteurs et les distributeurs qui veulent se donner les moyens de garantir l'intégrité de leurs produits** dans des filières courtes de proximité, et pour exiger des représentants de la bio dans les instances officielles qu'ils ne trahissent pas, comme le syndicat Synabio, ses exigences.

La solidarité comme antidote à la dictature

La bio connaît un essor sans précédent en Europe: entre 1998 et 2005, ce secteur a doublé et connaît le développement le plus rapide. L'argument économique ne tient donc pas. Il s'agit bien d'une volonté délibérée d'éliminer une concurrence qui échappe à l'industrie, laquelle est incapable de maintenir les exigences de qualité maintenues par les petits producteurs. Il s'agit de faire entrer la bio dans le giron de l'industrie ou de la faire disparaître. Il s'agit donc d'imposer un modèle de société dans lequel les pouvoirs sont concentrés entre quelques mains, celles des multinationales de l'agro-alimentaire. Face à cette offensive en règle de La Commission Européenne, répondant ainsi aux pressions énormes des américains ces derniers mois pour ouvrir la porte de l'Europe aux OGM, face à la trahison de nos Ministres qui, à l'exception de 4 pays ont approuvé le nouveau règlement, notre capacité de résistance doit être décuplée.

Pour refuser la bio dénaturée, nous devons prendre en charge nous-mêmes la création de circuits de production-distribution offrant les garanties que nous souhaitons ou soutenir activement ces créations. **Pour tenir en échec la politique pro-OGM des gouvernements de l'UE, nous devons faire en sorte que le marché OGM ne rencontre pas de débouchés et s'effondre de lui-même.** Ceci n'est possible qu'en présence d'**alternatives à ce marché, d'extrême vigilance sur les produits mis en circulation, et d'information claire et compréhensible sur les enjeux en direction des agriculteurs.** Ces derniers doivent comprendre que, plus ils acceptent les technologies, les normes et les diktats de l'industrie, plus ils compromettent leurs chances d'accéder à ce à quoi ils aspirent. **La diversité promue à petite échelle est la seule façon de se maintenir dans une économie mondialisée.** Le discours qui prétend le contraire est celui servi par ceux qui ont intérêt à voir certains secteurs perdre leur autonomie et leur indépendance pour mieux les avaler. Les fusions / acquisitions ont explosé ces dernières années, précipitant la concentration, sans jamais procurer d'amélioration quand elles n'ont pas dégradé davantage la condition des producteurs. Pour un avenir sans OGM et nanotechnologies en agriculture, il est essentiel de devenir des **acteurs** de la bio. ■■■■■

2007 SANS OGM

Adresses utiles

Les collectifs locaux : Pour les trouver, tapez les mots-clé sur Internet.

Collectif des P.O :
collectifantiogm66@voilà.fr
Tel : 04 68 92 02 63

Nature et Progrès
Fédération Internationale de
l'Agriculture Biologique
63 Bd Gambetta, 30700 Uzès
np@natureetprogres.org
Tel : 04 66 03 23 40

Monde Solidaire
Site : www.mondesolidaire.org

Mouvement pour le Droit et le Respect des Générations Futures (MDRGF)
Site: www.mdrgf.org

Retrouvez les n° précédents du bulletin sur :
www.monde-solidaire.org, ou sur
www.atos.ouvaton.org (dans: Agri-cultures)

IRLANDE : tout le pays sera SANS OGM

Un accord historique a été passé le 14 juin 2007 entre le parti des Verts irlandais et le nouveau gouvernement de Fiana Fail afin de promouvoir le statut « Sans OGM » de toute l'Irlande. Le réseau GM Free Ireland avait déjà réuni le week-end précédent les principales organisations agricoles des deux parties du pays, avec les plus grands exportateurs brésiliens de soja non-OGM, afin de planifier ensemble l'élimination progressive de la nourriture animale GM dans l'agriculture irlandaise. Les représentants des associations irlandaises d'agriculteurs, des associations de producteurs de lait, des associations d'éleveurs, et la branche du Nord de l'Association Nationale Britannique de Viande Bovine, étaient tous présents. Le porte parole du réseau, Michael O'Callaghan a félicité le nouveau gouvernement pour avoir adopté une politique Sans OGM pour l'Irlande et invité le leader des Verts, Trévor Sargent, à intervenir lors de la discussion sur Sécurité Alimentaire et OGM que GM-Free Ireland et le Groupe Démocratie/Indépendance du PE organise au Bureau du Parlement Européen le 15 juin. www.gmfreeireland.org

SCIENTIFIQUES INDEPENDANTS A BRUXELLES

Selon un article de Bob Phelps du 12 juin 2007, publié sur www.gmwatch.org, une coalition internationale de scientifiques indépendants s'est rendue le 12 juin à Bruxelles pour présenter l'évidence de la nécessité d'un moratoire mondial sur les cultures génétiquement modifiées. Ils ont accumulé une pile de « sacrées preuves » contre la prétendue innocuité de l'alimentation GM humaine et animale, qu'ils ont exposées au Parlement Européen.

The high cost of opening the door to GM crops, <http://www.gmwatch.org/archive2.asp?arcid=7995>

L'AUSTRALIE GAGNEE PAR LE REFUS DES OGM

Les australiens se rebiffent contre les OGM. Les agriculteurs, les scientifiques, en passant par les cuisiniers de renom et les citoyens inquiets, se mobilisent devant l'offensive du monde des affaires visant à lever le moratoire en février prochain. « Plus de 70% des agriculteurs ne cessent de confirmer aux sondages qu'ils ne veulent pas d'OGM. Mais les leaders d'UDV sont impatients d'autoriser l'alimentation GM animale dans nos approvisionnement pour l'élevage laitier. Ils prétendent que c'est pour offrir le choix aux agriculteurs, mais l'expérience canadienne et US montre que les cultures GM mettent un terme au choix des agriculteurs et des consommateurs. La contamination s'est avérée inévitable et les tentatives de séparation des filières ont été coûteuses et ont échoué. » (..) **Les sondages répétés montrent que la grande majorité des consommateurs ne veut pas d'aliments GM et ne veut pas non plus de vaches laitières consommant de la nourriture GM.** La plupart des fermes laitières ont déjà une politique non-OGM, car elles savent qu'il serait plus difficile de vendre leurs produits s'ils contenaient des OGM, à la fois en Australie et dans le monde. Si le moratoire d'état prend fin, leur pratique non-OGM leur coûtera plus cher et sera plus difficile à mettre en œuvre. La Nouvelle Zélande et l'Europe—acteurs bien plus lourds que nous sur le marché du lait mondial—sont non-OGM et à l'affût pour investir notre marché.

L'agronome américain, le Dr Charles Benbrook, a mis en garde l'année dernière en disant que « l'Australie devrait éviter les problèmes et les pertes de marché dont les USA ont fait l'expérience avec les OGM ». **Aux Etats-Unis, Starbucks et Walmart ont refusé récemment de vendre les produits laitiers issus de vaches traitées avec l'hormone de croissance GM.** Le Canada a perdu son marché européen de colza au profit de l'Australie en 1999, un marché que nous approvisionnons toujours à des prix avantageux pour nous. L'Australie a battu un record de culture de colza sans OGM cette saison, et risquer notre avantage compétitif n'aurait aucun sens. Les firmes GM et leurs lobbyistes luttent contre le pouvoir du peuple avec des promesses vaines. **Il n'y a pas de demande du marché pour de l'alimentation GM nulle part dans le monde**, aussi proclament-elles que les cultures GM vont résoudre les problèmes de sécheresse, de famine, de malnutrition, de l'utilisation de pesticides ou de la salinité des sols. Combien de cultures GM résistantes à la sécheresse ont été commercialisées ou expérimentées en Australie? Aucune. (..)

Comme le résume le généticien Pr Richard Lacey de l'Université de Leeds, « Le nombre de scientifiques qui ne sont pas convaincus de l'innocuité des aliments GM est suffisamment conséquent pour prévenir l'existence d'une reconnaissance générale de leur innocuité. Je ne connais aucune étude dans toute la littérature scientifique publiée qui établisse l'innocuité ne serait-ce que d'un aliment GM spécifique. » Mais beaucoup d'aliments GM ont été déclarés sans dangers et autorisés par la Food Standards Australia New Zealand. En étendant le moratoire pour cinq ans de plus, nous pouvons garder nos options ouverte, et continuer à récolter les bénéfices du fait d'être Sans OGM. » <http://www.gmwatch.org/archive2.asp?arcid=7995>